

États financiers



CONSOLIDÉS 2009

CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ECS SA

Yves CAPARROS	Président-directeur général
Didier HAUGEL	Administrateur
Jacques SORREL	Administrateur
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SA <i>représentée par Christian POIRIER</i>	Administrateur
SG FINANCIAL SERVICES HOLDING <i>représentée par Marc-Edouard Osmont du Tillet</i>	Administrateur
SOGÉPARTS <i>représentée par Stéphane DEMON</i>	Administrateur
Bruno BASSAC	Administrateur

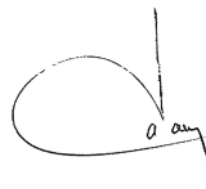
LETTRE **DU PRÉSIDENT**

En 2009, la crise économique et financière a impacté significativement la demande globale et les conditions d'exercice de nos activités.

Dans ce contexte difficile, la diversité de nos offres, location et services, et notre implantation internationale ont démontré toute leur efficacité.

Nos activités et résultats se sont maintenus à un excellent niveau démontrant la résilience du Groupe face à la crise.

En 2010, le Groupe poursuivra le développement de ses activités services en accélérant la convergence de ses métiers et consolidera sa présence à l'international.



Yves CAPARROS
Président Directeur Général

RAPPORT DE GESTION

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR LE GROUPE ECS

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

L'exercice 2009 a été une année de confirmation de la stratégie du Groupe, basée sur une offre globale de « services informatiques ».

La mise en œuvre de cette stratégie s'est traduite notamment par :

- le développement de l'activité Services permettant au Groupe de diversifier ses sources de revenus, mais également de promouvoir une offre mixte location – services ;
- une optimisation de l'organisation du Groupe tant opérationnelle que juridique — avec notamment la fusion des entités belges d'une part, et espagnoles d'autre part —, permettant de regrouper les activités de service et de location sous une entité unique.

Ces axes de développements ont assuré un rééquilibrage des activités sur les cinq dernières années, ainsi qu'une résistance forte du Groupe face à la crise.

En ce qui concerne l'activité locative, la production commerciale de l'ensemble des entités du Groupe ressort à 769 millions d'euros à fin 2009, contre 940 millions d'euros à fin 2008, soit une baisse de l'ordre de 18 %. Les activités en France (314 millions d'euros) comme à l'étranger (455 millions d'euros) ont en effet souffert d'une conjoncture économique peu propice aux investissements informatiques et de difficultés de refinancement. La part de la production réalisée par l'international reste stable, à 59 %.

Le chiffre d'affaires des activités de services, principal axe de croissance du Groupe, a connu, en 2009, une progression de plus de 3 % (102 millions

d'euros contre 99 millions d'euros en 2008), grâce notamment au développement à l'international et malgré un marché peu porteur.

Le résultat brut d'exploitation économique consolidé (avant provisions et résultat financier) s'élève à 27,3 millions d'euros en 2009, contre 31,0 millions d'euros en 2008 (à iso-périmètre 2009). Cette baisse est la résultante de la stabilité de la marge brute économique entre les deux exercices (184,3 millions d'euros) et d'une augmentation limitée des frais généraux de 2,5 % (soit un total de 157,0 millions d'euros).

Compte tenu de la dégradation de la situation économique, la charge du risque s'élève à 3,3 millions d'euros en 2009 (soit 1,7 million de plus qu'en 2008).

Cela conduit à présenter un chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice de 1 741,6 millions d'euros, en retrait de 7,4 % sur celui de 2008 (soit - 139,8 millions d'euros à iso-périmètre 2009), et un résultat consolidé avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition de 24,3 millions d'euros (contre 27,4 millions d'euros en 2008).

Le résultat net consolidé de l'exercice 2009, y compris intérêts minoritaires, s'établit à 12,2 millions d'euros.

ACTIVITÉ LOCATION

La baisse générale des investissements IT des entreprises européennes constatée en 2009 (- 2,6 %) a été particulièrement sensible en Italie (- 5,6 %), en Espagne

(- 4 %) et au Royaume-Uni (- 3 %). Dans ce contexte, la production commerciale de l'activité location du Groupe a enregistré une diminution de l'ordre de 18 % du montant moyen des investissements, le nombre de contrats restant globalement stable entre les deux exercices.

L'ensemble des plateformes a subi l'effet de la réduction des dépenses de matériel, la part de production réalisée sur du matériel micro-informatique ces dernières années restant stable, à 90 %.

Malgré un environnement économique difficile, le Groupe a poursuivi ses efforts de recherche de nouveaux clients, ce qui a généré 20 % de l'activité commerciale de l'année 2009.

Malgré la réduction globale de l'activité locative, le renforcement des taux de marge location permet d'atteindre un niveau de marge brute économique consolidée 2009 de 116 millions d'euros, en ligne avec celui de 2008.

- En France, la production commerciale — hors activité TPE — enregistre un repli de 18 %, et passe de 372 millions d'euros en 2008, à 305 millions d'euros en 2009. Néanmoins, sur la même période, grâce à un effet taux favorable, la marge brute économique locative ressort en baisse limitée (- 2 %) et atteint un total de 57,9 millions d'euros à la fin de l'exercice 2009.

- À l'étranger, la production s'établit à 454 millions d'euros, contre 559 millions d'euros en 2008, les

baisses les plus significatives en volume étant localisées en Italie, Espagne et Pologne. Toutefois, la marge brute économique locative progresse d'environ 2 %, pour atteindre un total de 59,9 millions à la fin de l'exercice 2009.

- Concernant l'offre « small tickets » dédiée aux TPE, l'activité en France reste stable. Toutefois, un certain nombre de refinanceurs s'étant retirés du marché, le groupe a suspendu son activité sur le territoire italien au 1^{er} janvier 2009.

Le montant total des engagements à terme actualisé, au titre des valeurs résiduelles financières sur matériels, s'élève à 55 millions d'euros à fin 2009, par rapport à 59 millions d'euros à fin 2008. Rapportée au niveau des encours (1 634 millions d'euros à fin 2009), la proportion de valeurs résiduelles financières actualisées reste modérée sur l'ensemble du Groupe, et ressort à 3,4 % à fin 2009, stable par rapport à 2008.

ACTIVITÉ SERVICES

Malgré le recul du marché des softwares et des services en Europe (-1,6 %), l'activité services des entités du Groupe a bien résisté à la conjoncture, et présente globalement des chiffres en croissance.

- En France, le chiffre d'affaires dégagé par l'activité services s'élève à 71,5 millions d'euros à fin 2009, et reste stable par rapport à 2008. Il en est de même de la marge brute économique qui s'établit à 49,2 millions d'euros à fin 2009.

- À l'étranger, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 30,8 millions d'euros, et enregistre une croissance de 12,7 % (soit + 3,5 millions d'euros). Parallèlement, la marge brute économique dégagée par l'ensemble des filiales du Groupe à l'étranger augmente de plus de 11 %, pour atteindre un total de 19,8 millions d'euros. La contribution de l'international à la marge services du Groupe progresse et atteint 28,7 % sur l'année 2009, contre 26,5 % en 2008.

Conformément à la ligne stratégique du Groupe, la poids de l'activité services dans le résultat global s'accroît en 2009 : la marge brute économique dégagée par cette activité représente 69,1 millions d'euros sur un total Groupe de 187,3 millions d'euros, soit 37 % de la marge totale (contre 36 % en 2008).

PERSPECTIVES 2010

Pour l'année 2010, les axes stratégiques fondamentaux sont maintenus. Le Groupe poursuivra d'une part le développement de l'activité services et du business mix, et d'autre part le développement de ses activités à l'international. Le Groupe est prêt à profiter pleinement de la reprise économique, sachant qu'en 2010, les conditions de refinancement devraient rester tendues, et que la situation financière encore fragile des entreprises nécessitera de rester vigilant pour maîtriser le coût du risque.

Par ailleurs, la demande et les technologies évoluent, générant un potentiel de croissance important du secteur dans les années à venir. Le

maintien de la rentabilité du Groupe et son adaptation aux évolutions du marché, tant en termes d'offre que d'organisation, passera donc par un renforcement de la convergence de ses expertises location et services. Ainsi, afin d'asseoir une croissance rentable, le Groupe doit poursuivre ses investissements :

- dans l'activité services, par croissance externe, pour compléter les dispositifs en Italie, en Espagne et au Benelux ;
- dans l'activité location, par accroissement de son portefeuille ;
- dans l'adaptation de l'activité services vers l'infogérance sélective et les infrastructures centralisées et virtualisées.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend 13 sociétés.

- ECS SA
- ECS International Italia SpA
- ECS United Kingdom Plc
- ECS Deutschland Holding GmbH
- Technoservice Solutions Ag
- ECS International Belgium SA/NV
- ECS Internacional España SA
- ECS International Netherlands BV
- ECS International Polska Spzoo
- High Technology Finance Ltd
- ECS Luxembourg SA
- Wanlease SAS
- Wanlease Italia SpA

Les sociétés ECS Solutis Belgium SA/NV (préalablement consolidée) et ECS Solutis Cibernetica (non consolidée *ante* 2009) ont été fusionnées au cours de l'exercice 2009 avec, respectivement, ECS International Belgium SA/NV et ECS International España SA.

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes de l'annexe	EXERCICE 2009			2008	Variation 2009 / 2008
		BRUT	AMORT. & PROV.	NET	NET	
ACTIF IMMOBILISÉ		191 992	(57 517)	134 475	145 652	- 8 %
Immobilisations incorporelles	3, 4, 7	27 438	(16 132)	11 306	11 107	1 %
Écarts d'acquisition	5	27 764	(15 680)	12 084	15 088	- 19 %
Immobilisations corporelles	3, 6, 7	42 917	(25 705)	17 212	24 804	- 31 %
Immobilisations financières	3, 8	93 873		93 873	94 653	- 1 %
ACTIF CIRCULANT		788 291	(36 233)	752 058	707 186	6 %
Stocks et encours	9	104 365	(24 500)	79 865	69 877	14 %
Avances et acomptes versés	10	37 457	(211)	37 246	22 297	68 %
Clients et comptes rattachés	11	529 647	(11 514)	518 133	535 911	- 3 %
Autres créances	11	60 823	(8)	60 815	60 176	1 %
Impôts différés actifs	22	11 951	0	11 951	11 985	0 %
Valeurs mobilières de placement		0	0	0	0	0 %
Disponibilités		44 048		44 048	6 941	535 %
COMPTES DE RÉGULARISATION	12	42 465		42 465	39 813	7 %
TOTAL ACTIF		1 022 748	(93 750)	928 998	892 651	4 %

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes de l'annexe	2009	2008	<i>Variation 2009 / 2008</i>
		NET	NET	
CAPITAUX PROPRES	13	131 917	134 257	- 2 %
Capital		36 837	36 837	0 %
Primes d'émission		915	915	0 %
Réserves		87 859	85 580	3 %
Écarts de conversion		(5 897)	(6 685)	- 12 %
Résultat de l'exercice		12 204	17 610	- 31 %
INTÉRÊTS MINORITAIRES		0	1	0 %
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14	10 608	11 599	- 9 %
EMPRUNTS SUBORDONNÉS				
AUTRES DETTES		677 443	637 441	6 %
Emprunts et dettes financières	15	218 297	185 160	18 %
Avances et acomptes reçus		0	0	%
Fournisseurs et comptes rattachés	16	399 541	390 116	2 %
Autres dettes diverses	17	59 604	62 166	- 4 %
Impôts différés passifs				
COMPTES DE RÉGULARISATION	12	109 029	109 353	0 %
TOTAL PASSIF		928 998	892 651	4 %

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes de l'annexe	2009	2008	Variation 2009 / 2008
Chiffre d'affaires	18	1 741 603	1 876 112	- 7 %
Autres produits d'exploitation		11 737	16 283	- 28 %
Coût des ventes		(1 539 719)	(1 681 889)	- 8 %
Charges de personnel		(111 541)	(105 236)	6 %
Autres charges d'exploitation		(41 156)	(45 115)	- 9 %
Impôts et taxes		(6 581)	(5 250)	25 %
Dotations aux amortissements et provisions		(30 894)	(26 826)	15 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	19	<u>23 448</u>	<u>28 079</u>	- 16 %
Produits financiers		5 038	7 585	- 34 %
Charges financières		(4 073)	(7 960)	- 49 %
RÉSULTAT FINANCIER	20	<u>965</u>	<u>(375)</u>	357 %
RÉSULTAT COURANT		<u>24 413</u>	<u>27 704</u>	- 12 %
Produits exceptionnels		13	215	118 %
Charges exceptionnelles		(140)	(475)	26 %
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21	<u>(127)</u>	<u>(260)</u>	51 %
Impôts sur les bénéfices	22	(9 153)	(6 905)	33 %
RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT (avant amortissement des écarts d'acquisition)		<u>15 133</u>	<u>20 539</u>	- 26 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				
Amortissement des écarts d'acquisition	5	(2 929)	(2 929)	0 %
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		<u>12 204</u>	<u>17 610</u>	- 31 %
* dont part des minoritaires				
* dont part du Groupe		12 204	17 610	- 31 %
Résultat net par action (en euros)		0,83	1,20	
Résultat net dilué par action (en euros)	25	0,83	1,20	

■ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes	Réserves conso- lidées	Résultat de l'exercice	Autres			Totaux capitaux propres
					Écarts de conversion	Variation de périmètre	Autres variations	
Capitaux propres au 31 décembre 2007	36 837	915	79 038	11 502	(3 064)	(2)	(22)	125 204
Augmentation de capital de l'entreprise consolidante								0
Bénéfice de la période précédente			11 502	(11 502)				0
Distribution de dividendes			(4 861)					(4 861)
Variation de périmètre ⁽¹⁾						(20)		(20)
Résultat consolidé de l'exercice				17 610				17 610
Variation de l'écart de conversion					(3 620)			(3 620)
Autres variations			(80)			2	22	(56)
Capitaux propres au 31 décembre 2008	36 837	915	85 599	17 610	(6 684)	(20)	0	134 257
Augmentation de capital de l'entreprise consolidante								0
Bénéfice de la période précédente			17 610	(17 610)				0
Distribution de dividendes			(15 324)					(15 324)
Variation de périmètre						1		1
Résultat consolidé de l'exercice				12 204				12 204
Variation de l'écart de conversion					787			787
Autres variations							(8)	(8)
Capitaux propres au 31 décembre 2009	36 837	915	87 885	12 204	(5 897)	(19)	(8)	131 917

(1) Impact de l'intégration de Wanlease Italie.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

ÉTABLI À PARTIR DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	12 204	17 610
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	6 002	6 984
- Résultat net des cessions d'actifs	127	145
- Variation des impôts différés	76	(2 558)
- Incidence des résultats antérieurs des sociétés nouvellement intégrées	520	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	18 929	22 181
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux stocks et matériels autoportés	(2 878)	(9 631)
Autre variation du besoin en fonds de roulement lié aux créances et dettes	7 750	(58 083)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	23 800	(45 533)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition de sociétés		
Acquisition d'immobilisations	(4 295)	(8 607)
Cession d'immobilisations	453	12 127
Incidence des restructurations	0	(54)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(3 842)	3 466
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation des capitaux propres		
Distribution de dividendes	(15 324)	(4 861)
Augmentation des emprunts	21 780	11 637
Remboursements d'emprunts	0	(38)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	6 456	6 738
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	26 414	(35 329)
Trésorerie d'ouverture	(5 416)	29 060
Trésorerie de clôture	21 206	(5 416)
Incidence des variations de cours de devises	(65)	772
Incidence des changements des principes comptables	0	(20)
Variation de périmètre	272	101
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	26 414	(35 329)

ANNEXE AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIEFlux de trésorerie liés à l'activité

La fusion de Solutis Cibernetica avec ECS Espagne entraîne une charge de 520 000 euros liée aux pertes antérieures sans impact sur la variation de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les investissements en immobilisations sont liés principalement à des projets informatiques et à des acquisitions de matériel informatique propre.

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

L'augmentation des emprunts correspond à la variation des emprunts à court terme que le groupe ECS souscrit auprès de la Société Générale afin de financer ses activités.

Variation de la trésorerie

L'intégration par fusion d'ECS Solutis Cibernetica a un impact de 272 000 euros sur la variation de la trésorerie du Groupe.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2009

Le Groupe exerce une activité de location et une activité de services aux infrastructures informatiques.

NOTE 1 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 99-02 du 29 avril 1999, applicable aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2000.

La consolidation a été effectuée à partir des comptes annuels de la société ECS SA et de ses filiales, arrêtés au 31 décembre 2009.

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2002, les dispositions du règlement CRC n° 2000-06 relatif aux passifs.

A. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles ECS SA exerce un contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

En application du règlement CRC n° 99-02 (§ 1 000 et 21), les sociétés ne présentant pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble ont été exclues du périmètre de consolidation.

B. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros, aux cours de change en vigueur au 31 décembre, à l'exception des capitaux propres convertis au taux historique. La différence de conversion est incluse dans les réserves consolidées.

Les différents postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice. La différence de conversion est incluse dans les réserves consolidées.

C. Retraitement des comptes sociaux

Les principales différences entre les principes comptables retenus en consolidation et ceux retenus dans les comptes annuels de certaines sociétés du Groupe concernent :

- les retraitements effectués pour aboutir à la présentation de comptes consolidés établis selon des principes homogènes ;
- la prise en compte de la situation fiscale latente ;
- les éliminations d'opérations internes au Groupe, de créances et de dettes réciproques, de profits sur ces opérations.

D. Principes comptables

Le référentiel comptable utilisé pour la production des états financiers consolidés est celui des règles françaises.

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles recouvrent des frais de développement, des concessions, brevets, licences et des fonds commerciaux. Les frais de développement sont relatifs à la conception d'applications informatiques à caractère durable. Les frais sont amortis selon les durées suivantes :

- frais de développement de logiciels à caractère durable 1 à 5 ans
- concessions, brevets, licences 5 à 20 ans
- La durée d'amortissement du fonds commercial est définie au cas par cas.

2. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition qui figurent à l'actif représentent la différence qui a été constatée entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'ECS dans leurs capitaux propres, lorsque

cette différence n'a pu être affectée à un poste de bilan. Ces écarts sont amortis linéairement sur cinq à dix ans, *pro rata temporis* à compter de la date d'acquisition des titres.

La durée d'amortissement de l'écart d'acquisition tient compte de l'activité et de la durée moyenne de la rentabilisation de l'investissement.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de valeur réalisé au moins annuellement.

Ce test consiste à rapprocher la valeur nette comptable de chaque écart d'acquisition et sa valeur actuelle estimée à partir des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie sont issus des business plans des entités concernées, disponibles à la date d'évaluation. Les hypothèses du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini sont établies en fonction des caractéristiques propres à chaque entité.

Lorsque le test de valeur annuel révèle une perte de valeur, une dépréciation est constituée pour un montant égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la somme des flux futurs actualisés.

Au 31 décembre 2009, la réalisation des tests n'a conduit à aucune dépréciation.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie économique estimée :

- constructions 20 à 50 ans
- installations générales 10 à 25 ans
- matériel et outillage 5 ans
- mobilier et matériel de bureau 5 à 20 ans
- matériel de transport 4 ans
- matériel informatique loué durée du contrat de location.

Les impacts potentiels de l'application du règlement CRC n° 2002-10, concernant l'amortissement des immobilisations corporelles par composants, ont été analysés et jugés non significatifs. Aucun retraitement n'a été réalisé à ce titre.

4. Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont enregistrés à leur prix d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour le Groupe.

5. Stocks

Les stocks recouvrent les matériels informatiques destinés à être cédés qui figurent en stock physique à la date de clôture. Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition et sont constitués :

- des équipements destinés à être loués mais dont le contrat est en cours de négociation ;
- des équipements destinés à être vendus ;
- des équipements entrés en stock et pour lesquels aucune destination n'est encore définie ;
- des pièces détachées ; les stocks de pièces détachées sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation visant à tenir compte de leur valeur de marché réelle.

6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

7. Provision pour indemnité de départ à la retraite

À leur départ à la retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conforme à la loi et aux conventions collectives. La politique appliquée consiste à provisionner cette dette estimée au titre des droits dus aux employés qui atteindront l'âge de la retraite dans la société. La valeur actualisée des engagements du régime au titre des services passés et le coût des services rendus au cours de l'exercice sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Le montant des engagements est précisé dans la note 14.

8. Crédit-bail

Dans le cadre de ses activités de location, le Groupe procède au refinancement des équipements sous-jacents aux contrats, suivant différentes techniques dont celle du crédit-bail adossé.

Compte tenu de la nature des opérations, le Groupe a opté pour une traduction comptable sous forme de location. Les loyers afférents sont donc constatés en charges dans le compte de résultat. Le Groupe n'établit pas de comptabilité financière.

9. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges visent à couvrir des obligations certaines ou probables à la date de la clôture. Elles sont évaluées de façon individuelle.

10. Impôts différés

Des impôts différés sont constitués selon la méthode du report variable (conception étendue), pour tenir compte :

- des décalages intervenant dans la prise en compte de charges ou de produits dans le résultat fiscal, au cours d'exercices différents de ceux des comptes sociaux annuels ;
- des éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur les résultats.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

11. Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué de plusieurs éléments (la répartition du chiffre d'affaires est présentée en note 18).

Le chiffre d'affaires location

- Revenu des locations d'équipements dont le Groupe est propriétaire.
- Revenu des locations d'équipements dont le Groupe n'est plus propriétaire, mais qui ont fait l'objet d'un contrat de cession par crédit-bail ou par location auprès d'un tiers auquel le Groupe reverse les loyers.

Le chiffre d'affaires cessions et ventes

- Cessions à des tiers de matériels affectés à des contrats de location avec diverses modalités selon que le Groupe conserve ou non le risque financier sur le client :

(i) le Groupe porte le risque financier sur le client : cession par crédit-bail ou location adossés ;

(ii) le Groupe ne porte plus le risque financier sur le client : cession pure et simple, cession par crédit-bail mandaté et crédit-bail ou location adossés sans recours.

Le montant des cessions inclut la valeur pour laquelle le Groupe s'est engagé à racheter les équipements en fin de contrat. Ces sommes, appelées « valeurs résiduelles financières », figurent en engagements hors bilan (voir note 26).

- Ventes d'équipements neufs ou d'occasion non affectés à des contrats de location.

Les prestations et refacturations

- Cette rubrique comporte notamment les commissions de gestion reçues de sociétés dont le Groupe assure la gestion, dans le cadre d'une convention spécifique.

Ces commissions de gestion rémunèrent les prestations à caractère administratif, financier et commercial, assurées pour le compte des sociétés mandantes.

- Le chiffre d'affaires maintenance et services : revenus des prestations de maintenance tierce partie et autres prestations.

12. Comptabilisation de la marge locative

La comptabilisation de la marge locative dégagée par le Groupe diffère selon que les contrats de location demeurent ou non en sa propriété.

- Contrats autoportés : la marge est comptabilisée selon le rythme de facturation des loyers.

- Contrats cédés ou signés en qualité de mandataire : la marge est enregistrée dès la cession des équipements.

13. Charges de personnel

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est présentée dans la rubrique des frais de personnel.

NOTE 2 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2009 est la suivante :

SOCIÉTÉS	SIÈGE	% D'INTÉRÊT	SECTEURS D'ACTIVITÉ
ECS SA	Nanterre (France)	Société mère	Location et gestion de parc informatique
ECS UNITED KINGDOM Plc	Richmond (Royaume-Uni)	100,00	Location et gestion de parc informatique
HIGH TECHNOLOGY FINANCE Ltd	Dublin (Irlande)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS INTERNATIONAL ITALIA SpA	Milan (Italie)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS DEUTSCHLAND HOLDING GmbH ⁽¹⁾	Frankfurt am Main (Allemagne)	100,00	Location et gestion de parc informatique
TECHNOSERVICE SOLUTIONS Ag	Dreieich (Allemagne)	100,00	Installation et entretien de matériel informatique
ECS INTERNACIONAL ESPAÑA SA ⁽²⁾	Barcelone (Espagne)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS INTERNATIONAL NETHERLANDS BV	Amersfoort (Pays-Bas)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS INTERNATIONAL POLSKA Spzoo	Varsovie (Pologne)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS INTERNATIONAL BELGIUM SA/NV ⁽³⁾	Bruxelles (Belgique)	100,00	Location et gestion de parc informatique
ECS LUXEMBOURG SA	Luxembourg	100,00	Location et gestion de parc informatique
WANLEASE SAS	Nanterre (France)	100,00	Location d'équipements informatiques
WANLEASE ITALIA SpA	Milan (Italie)	100,00	Location d'équipements informatiques

(1) Intégrant la sous-consolidation d'ECS International Deutschland.

(2) Fusion d'ECS Solutis Cibernetica dans ECS España au 1^{er} janvier 2009.

(3) Fusion d'ECS Solutis Belgium dans ECS Belgium au 1^{er} janvier 2009.

Les sociétés du Groupe non consolidées au 31 décembre 2009 sont exclues du périmètre de consolidation compte tenu de leur caractère non significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble (*cf. note 8, tableau des filiales et participations*).

Ces sociétés sont les suivantes :

- ECS International Corporation ;
- ECS International Switzerland SA ;
- ECS International Czech Republic Sro ;
- ECS International Maroc SA ;
- ECS International Romania SA ;
- ECS International Slovakia Sro ;
- Europe Computer Systems (Shanghai) Co. Ltd.

NOTE 3 : VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIÈRES

La variation des immobilisations incorporelles, corporelles et financières s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES
Valeurs brutes			
Au 1 ^{er} janvier 2009	25 528	50 823	95 416
Écart de conversion	0	309	0
Variation de périmètre	11	18	(1 167)
Acquisitions et augmentations	2 360	9 023	2 535
Cessions et diminutions	(461)	(17 257)	(2 615)
Reclassement	0	0	(296)
Au 31 décembre 2009	27 438	42 917	93 873
Amortissements et provisions			
Au 1 ^{er} janvier 2009	(14 421)	(26 020)	(763)
Écart de conversion	0	(172)	0
Variation de périmètre	(10)	(13)	0
Augmentations	(1 702)	(5 494)	0
Diminutions	1	5 994	763
Au 31 décembre 2009	(16 132)	(25 705)	0
Valeurs comptables nettes			
Au 1^{er} janvier 2009	11 107	24 804	94 653
Au 31 décembre 2009	11 306	17 212	93 873

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2009	31 décembre 2009
Valeurs brutes		
Frais de développement et d'acquisition de logiciels	9 160	11 057
Concessions, brevets, licences	4 084	4 613
Fonds commercial	9 502	9 502
Autres immobilisations incorporelles	2 782	2 266
TOTAL	25 528	27 438

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2009	31 décembre 2009
Amortissements		
Frais de développement et d'acquisition de logiciels	(5 819)	(7 113)
Concessions, brevets, licences	(3 338)	(3 744)
Fonds commercial	(4 725)	(4 725)
Autres immobilisations incorporelles	(539)	(550)
TOTAL	(14 421)	(16 132)

NOTE 5 : ÉCARTS D'ACQUISITION

La variation des écarts d'acquisition se détaille ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2009	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	31 décembre 2009
Valeurs brutes				
ECS SA ⁽¹⁾	5 952	35	(110)	5 877
ECS Italia Spa ⁽²⁾	2 846	0	0	2 846
ECS International España ⁽³⁾	6 724	0	0	6 724
Technoservice Solutions Ag ⁽⁴⁾	12 317	0	0	12 317
Total valeurs brutes	27 839	35	(110)	27 764
Amortissements				
ECS SA ⁽¹⁾	(2 548)	(744)	0	(3 292)
ECS Italia Spa ⁽²⁾	(2 846)	0	0	(2 846)
ECS International España ⁽³⁾	(3 192)	(672)	0	(3 864)
Technoservice Solutions Ag ⁽⁴⁾	(4 165)	(1 513)	0	(5 678)
Total amortissements	(12 751)	(2 929)	0	(15 680)
Valeurs nettes	15 088	(2 894)	(110)	12 084

(1) Le solde non amorti d'ECS SA correspond à l'écart d'acquisition de Telci, à la suite de la fusion de ces deux entités. Au cours de l'exercice 2009, cet écart d'acquisition a diminué à la suite d'un règlement au titre de la garantie de passif. Il sera amorti au cours des quatre prochains exercices au rythme suivant : 723 000 euros de 2010 à 2012, et 416 000 euros en 2013 (durée d'amortissement initiale sur huit ans à compter du 27 juillet 2005).

(2) L'écart d'acquisition d'ECS Italia est totalement amorti depuis le 31 décembre 2005 (durée initiale d'amortissement de quatre ans). L'écart d'acquisition de Solutis Italie a été transféré à ECS Italia à la suite de la fusion de ces deux entités. Cet écart est totalement amorti depuis le 31 décembre 2005.

(3) Le solde au 31 décembre 2009 de l'écart d'acquisition d'ECS International España, lié à l'acquisition de Parsys, sera amorti au cours des cinq prochains exercices au rythme suivant : 672 000 euros de 2010 à 2013, et 172 000 euros en 2014 (durée d'amortissement initiale sur dix ans à compter du 1^{er} avril 2004).

(4) Le solde de l'écart d'acquisition de Technoservice au 31 décembre 2009 sera amorti au cours des cinq prochains exercices au rythme suivant : 1 513 000 euros de 2010 à 2013, et 587 000 euros en 2014 (durée d'amortissement initiale sur huit ans à compter du 19 mai 2006).

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} janvier 2009	31 décembre 2009
Valeurs brutes		
Terrains	394	394
Constructions et agencements	511	810
Installations générales	10 054	10 352
Matériel informatique loué	29 459	20 161
Matériel informatique propre	6 784	7 279
Matériel et outillage	174	188
Matériel de transport	241	271
Matériel et mobilier de bureau	3 086	3 377
Immobilisations corporelles en cours	121	86
TOTAL	50 823	42 917

Amortissements	1 ^{er} janvier 2009	31 décembre 2009
Constructions et agencements	(144)	(207)
Installations générales	(5 621)	(6 374)
Matériel informatique loué	(12 679)	(10 417)
Matériel informatique propre	(5 196)	(5 957)
Matériel et outillage	(161)	(169)
Matériel de transport	(69)	(117)
Matériel et mobilier de bureau	(2 150)	(2 464)
TOTAL	(26 020)	(25 705)

NOTE 7 : RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

La répartition des immobilisations incorporelles et corporelles par secteur géographique s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	FRANCE		INTERNATIONAL		TOTAL GÉNÉRAL	
	01/01/09	31/12/09	01/01/09	31/12/09	01/01/09	31/12/09
Valeurs brutes						
Immobilisations incorporelles	24 162	25 645	1 366	1 793	25 528	27 438
Immobilisations corporelles	32 145	20 108	18 678	22 809	50 823	42 917
Amortissements						
Immobilisations incorporelles	(13 107)	(14 679)	(1 314)	(1 453)	(14 421)	(16 132)
Immobilisations corporelles	(14 895)	(12 125)	(11 125)	(13 580)	(26 020)	(25 705)
Valeurs nettes						
Immobilisations incorporelles	11 055	10 966	52	340	11 107	11 306
Immobilisations corporelles	17 250	7 983	7 554	9 229	24 804	17 212

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

A. DÉTAIL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2009			31 décembre 2008
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Titres de participation non consolidés	1 728	0	1 728	2 436
Autres immobilisations financières	92 145		92 145	92 217
TOTAL	93 873	0	93 873	94 653

La diminution des titres de participation entre 2008 et 2009 s'explique par l'annulation des titres de Solutis Cibernetica, lors de la fusion avec ECS España.

Dans le cadre des procédures de gestion du groupe Société Générale, ECS replace ses fonds propres auprès de la Société Générale. Le montant remplacé au 31 décembre 2009 est de 88 000 000 euros comptabilisés en « Autres immobilisations financières ».

En parallèle, la Société Générale a accordé à ECS une autorisation de crédit d'un montant équivalent (voir note 15).

B. DÉTAIL DES TITRES DE PARTICIPATION DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société mère	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Capitaux propres du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
		Brute	Nette						
ECS INTERNATIONAL CORP. ^{(1)*}	100,00	236	236	(149)	—	—	(7)	180	—
ECS INTERNATIONAL SWITZERLAND SA	99,00	64	64	2 090	—	7 885	146	(1416)	—
ECS INTERNATIONAL CZECH REPUBLIC*	100,00	514	514	1 133	—	9 088	(324)	(1 413)	—
ECS INTERNATIONAL MAROC SA ^{(2)*}	85,00	296	296	953	—	7 264	(122)	(159)	—
ECS INTERNATIONAL ROMANIA SA*	85,00	493	493	0	—	9 749	(243)	(157)	—
ECS INTERNATIONAL SLOVAKIA SRO ^{(3)*}	100,00	50	50	—	—	—	—	—	—
ECS SHANGHAI CO. Ltd ^{(4)*}	100,00	75	75	—	—	—	—	—	—
		1 728	1 728						

(1) Société sans activité.

(2) Capital libéré à hauteur de 50 %. Le capital appelé non versé s'élève à 296 000 euros.

(3) Société créée en 2009. Les données comptables ne sont pas encore disponibles.

(4) Société créée en 2009. Les données comptables ne sont pas encore disponibles. Capital libéré à hauteur de 15 % pour la première année, soit 75 000 euros.

* Données non auditées.

C. PART À PLUS D'UN AN ET MOINS D'UN AN DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La part à plus d'un an et moins d'un an des immobilisations financières s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2009		31 décembre 2008	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Titres de participation non consolidés		1 728		3 199
Autres immobilisations financières	11 153	80 992	11 105	81 112
Sous-total par échéance	11 153	82 720	11 105	84 311
Total général	93 873		95 416	

NOTE 9 : STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2009			31 décembre 2008
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Location	96 517	(21 692)	74 826	63 549
Maintenance et services	7 848	(2 808)	5 039	6 328
TOTAL	104 365	(24 500)	79 865	69 877
- dont France	54 661	(13 587)	41 073	19 906
- dont international	49 704	(10 913)	38 792	49 971

Les stocks relatifs à l'activité de location sont composés essentiellement de matériels micro-informatiques.

NOTE 10 : AVANCES ET ACOMPTES

Au 31 décembre 2009, les avances et acomptes versés aux fournisseurs s'élèvent à 37 457 000 euros (22 355 000 euros au 31 décembre 2008).

NOTE 11 : CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS**A. Comptes clients**

Au 31 décembre 2009, les comptes clients et autres comptes rattachés se décomposent de la manière suivante *(en milliers d'euros)* :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Créances clients locataires	153 184	164 292
• Créances clients refinanciers	333 853	347 920
• Créances clients liées aux activités de service	31 096	23 699
Total	518 133	535 911

Le montant élevé de ce poste est lié à la forte activité de refinancement du mois de décembre dans les sociétés de location du Groupe.

La totalité des créances clients est à échéance de moins d'un an.

Les mouvements ayant affecté le poste de provisions pour dépréciation des comptes clients sont les suivants *(en milliers d'euros)* :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Solde au 1 ^{er} janvier	9 195	8 685
• Dotation	5 398	3 403
• Reprise	(3 140)	(2 797)
• Écart de conversion	36	(96)
• Variation de périmètre	25	0
Solde au 31 décembre	11 514	9 195

B. Autres créances

Au 31 décembre 2009, le solde des autres créances se décompose de la manière suivante (en milliers d'euros) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Créances fiscales et sociales	42 685	42 405
• Autres créances d'exploitation	12 486	11 342
• Créance liée à l'intégration fiscale	621	481
• Comptes courants des filiales non consolidées	4 838	3 578
• Autres créances	185	2 369
Total	60 815	60 175

La totalité des autres créances est à échéance de moins d'un an.

NOTE 12 : COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Au 31 décembre 2009, les comptes de régularisation actif et passif se décomposent de la manière suivante (en milliers d'euros) :

A. Comptes de régularisation actif

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Comptes de régularisation actif	42 465	39 813

Les comptes de régularisation à l'actif correspondent essentiellement à des charges constatées d'avance, dont principalement des loyers à échéance de moins d'un an.

B. Comptes de régularisation passif

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Comptes de régularisation passif	109 029	109 353

Les comptes de régularisation au passif correspondent à des produits constatés d'avance (loyers et redevances à échéance de moins d'un an).

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté en tête de l'annexe.

A. Capital social

- Au 31 décembre 2009, le capital social de la société ECS SA s'élève à 36 836 885 euros. Il est divisé en 14 734 754 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros.
- Au 31 décembre 2009, il n'existe aucune option de souscription d'actions en cours de validité.

B. Prime d'émission

Elle comprend :

- une prime d'émission de 7 383 euros, consécutive à la réduction de capital approuvée en date du 14 juin 2000 ;
- des primes d'émission consécutives à des augmentations de capital liées à des levées d'options de souscription pour :
 - 431 866 euros dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 2 décembre 2002 ;
 - 245 019 euros dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 10 mars 2005 ;
 - 231 169 euros dans le cadre d'une augmentation de capital en date du 22 mars 2006.

C. Réserves

Elles comprennent :

- les réserves à caractère stable ;
- la part d'ECS SA dans les résultats non distribués des entreprises consolidées depuis leur date de création ;
- le report à nouveau.

D. Actionnaires et méthodes de consolidation

Le principal actionnaire de la société ECS SA, société mère du groupe ECS, est la société SG Financial Services Holding SA, filiale de la Société Générale (100 % de détention).

Les états financiers consolidés du groupe ECS sont inclus dans les comptes consolidés de la Société Générale par la méthode de l'intégration globale.

NOTE 14 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 31 décembre 2009, les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2008	Dotation	Reprise provision utilisée	Reprise provision non utilisée	Variation de périmètre et autres	Écart de conversion	31 décembre 2009
Provisions pour risques	9 420	2 558	(2 366)	(1 572)	(31)	15	8 023
Provisions pour charges	2 179	406	0	0	0	0	2 585
TOTAL	11 599	2 964	(2 366)	(1 572)	(31)	15	10 608

- Les dotations et reprises sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.
- Les provisions pour charges correspondent aux provisions pour indemnités de départ à la retraite qui sont comptabilisées dans les entités françaises du Groupe.

Les principales hypothèses actuarielles de l'évaluation de la provision pour départ à la retraite sont les suivantes :

31 décembre 2009

- Taux d'actualisation 5,28 %
- Taux d'inflation à long terme 2,45 %
- Augmentation salariale 1,45 %

NOTE 15 : DETTES FINANCIÈRES

Au 31 décembre 2009, la ventilation par échéance des dettes financières s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute 2009		Valeur brute 2008	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Soldes créditeurs des banques	22 842		12 357	
Emprunts et dettes bancaires	184 637	10 800	172 785	
Dépôts et cautionnements reçus	18		18	
Sous-total par échéance	207 497	10 800	185 160	
Total général		218 297	185 160	

Les emprunts et dettes bancaires correspondent au financement en provenance de la Société Générale, dont une partie vient en contrepartie du remplacement des fonds propres (voir note 8).

Le montant des dettes financières exprimées en devises représente :

- au titre des soldes créditeurs de banques :
6 196 000 euros (25 433 000 zlotys) ;
- au titre des emprunts et dettes bancaires :
2 090 000 euros (3 100 000 francs suisses).

NOTE 16 : DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit (*en milliers d'euros*) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Fournisseurs	311 493	315 231
• Dettes auprès d'organismes de refinancement	88 048	74 885
Total	399 541	390 116

NOTE 17 : AUTRES DETTES DIVERSES

Au 31 décembre 2009, les autres dettes se décomposent de la manière suivante (*en milliers d'euros*) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
A. Dettes d'exploitation		
• Dettes fiscales et sociales	46 102	52 018
• Autres dettes d'exploitation	3 096	3 018
B. Dettes diverses		
• Dettes sur immobilisations financières	0	296
• Dettes liées à l'intégration fiscale	3 386	5 574
• Impôt sur les sociétés	5 550	588
• Comptes courants créditeurs	769	537
• Autres dettes diverses	702	135
Total	59 604	62 166

NOTE 18 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE LA MARGE BRUTE CORRIGÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

A. CHIFFRE D'AFFAIRES

Contribution au chiffre d'affaires consolidé

La contribution au chiffre d'affaires consolidé, après retraitements et éliminations des opérations intra-Groupe, s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	CHIFFRE D'AFFAIRES 2009	CHIFFRE D'AFFAIRES 2008
Activité location	1 655 132	1 794 022
Activité maintenance et services	86 471	82 090
TOTAL	1 741 603	1 876 112
- dont France	744 358	725 919
- dont international	997 245	1 150 193

Chiffre d'affaires location retraité

Après neutralisation des revenus de location afférents aux matériels refinancés en crédit-bail et location adossés [et pour lesquels le Groupe reverse des loyers (*voir note 1-D-12*)], le chiffre d'affaires de l'activité location ressort comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	CHIFFRE D'AFFAIRES 2009	LOYERS DE CRÉDIT-BAIL 2009	CHIFFRE D'AFFAIRES NET 2009	CHIFFRE D'AFFAIRES NET 2008
Locations	502 465	(433 321)	69 144	62 539
Cessions et ventes	1 149 361		1 149 361	1 277 885
Prestations et refabrications	3 306		3 306	5 834
TOTAL activité location	1 655 132	(433 321)	1 221 811	1 346 258

B. LA MARGE BRUTE ÉCONOMIQUE

La rentabilité du Groupe peut être mesurée par la marge brute économique définie selon des agrégats économiques liés à :

- Chiffre d'affaires
- Coût des ventes
- + Autres produits d'exploitation
- Autres charges d'exploitation et commissions d'apporteurs d'affaires
- + Reprises de provisions d'exploitation
- Dotation aux amortissements et provisions d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
LOCATION, MAINTENANCE ET SERVICES		
Chiffre d'affaires	1 738,6	1 870,7
Coût des ventes	(1 538,8)	(1 681,8)
Autres produits d'exploitation	2,6	1,5
Autres charges d'exploitation	(1,1)	(1,3)
(Dotation) / Reprise d'amortissements et provisions	(16,9)	(7,8)
Marge brute économique	184,4	181,3

NOTE 19 : RÉSULTAT D'EXPLOITATION

La ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2009	Exercice 2008
France	5 366	11 349
International	18 082	16 730
TOTAL	23 448	28 079

NOTE 20 : RÉSULTAT FINANCIER

Au 31 décembre 2009, le résultat financier se décompose de la manière suivante *(en milliers d'euros)* :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
A. Produits financiers		
• Produits nets sur cession de valeurs mobilières	2	4
• Gains de change	441	2 247
• Autres produits financiers	3 832	5 334
• Reprise de provisions financières autres	763	0
Total	5 038	7 585
B. Charges financières		
• Charge d'intérêt	2 518	6 427
• Pertes de change	230	1 306
• Autres charges financières	1 325	227
Total	4 073	7 960

Compte tenu des méthodes de refinancement des opérations, le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

Les « Autres produits financiers » sont constitués essentiellement des revenus des prêts et des créances sur 2009. Les « Autres charges financières » sont constituées essentiellement des charges de fusion sur 2009.

La reprise de provisions financières concerne principalement la provision sur les titres ECS Solutis Cibernetica, à la suite de la fusion de cette société avec ECS España.

NOTE 21 : RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se décompose de la manière suivante (en milliers d'euros) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
A. Produits exceptionnels		
• Cession d'immobilisations	13	215
Total	13	215
B. Charges exceptionnelles		
• Valeur nette des immobilisations cédées	140	260
• Moins-value de consolidation	0	215
Total	140	475

NOTE 22 : IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**A. Ventilation entre l'impôt exigible et l'impôt différé**

L'impôt sur les sociétés, retenu dans le compte de résultat consolidé, tient compte, d'une part des effets de l'impôt individuel de chaque société, et d'autre part, de la provision pour impôt différé constituée au titre des retraitements ou au titre des différences temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal.

Au 31 décembre 2009, l'impôt sur les sociétés s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Impôt sur les sociétés	9 077	9 463
• Impôt différé net	76	(2 558)
Total	9 153	6 905

Les sociétés ECS SA, ECS International UK et Wanlease sont incluses dans les périmètres d'intégration fiscale de la Société Générale.

La provision pour impôt différé a été calculée sur la base des taux d'imposition sur les bénéfices connus à la date de la clôture et applicables sur les exercices à venir.

La variation des impositions différées s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2009	Variations de l'exercice		31 décembre 2009	
		Sur les réserves			Sur le résultat
		Autre variation	Écart de conversion		
Impositions différées – passif					
Impositions différées – actif	11 985		42	(76)	11 951
- dont différences temporaires	5 660		42	1 005	6 707
- dont retraitements consolidation	543			107	650
- dont activation déficit reportable	5 782			(1 188)	4 594
Imposition différée nette	11 985		42	(76)	11 951

L'imposition différée est calculée sur les différences temporaires.

La diminution des déficits reportables de nos filiales allemandes s'explique par des résultats positifs sur le pôle allemand en 2009, et par la correction des bases au vu des données fiscales disponibles.

B. Rapprochement entre le taux d'impôt réel et le taux d'impôt théorique

Le taux d'impôt réel s'établit à 37,69 % sur l'exercice 2009.

	31 décembre 2009
• Résultat comptable avant impôt et écart d'acquisition	24 286
• Charge d'impôt	(9 153)
• Taux d'impôt réel	37,7 %

Le rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt réel s'analyse comme suit :

Taux d'impôt théorique	34,4 %
• Crédits d'impôts	(1,4 %)
• Effet taux des pays étrangers	3,1 %
• Corrections sur exercices antérieurs	0,8 %
• Autres différences permanentes et retraitements	0,8 %

Taux d'impôt réel	37,7 %
--------------------------	---------------

NOTE 23 : EFFECTIFS

Au 31 décembre 2009, les effectifs du Groupe s'analysent comme suit :

SOCIÉTÉS	CADRES	EMPLOYÉS	TOTAL 2009	TOTAL 2008
ECS SA	561	473	1 034	1 039
ECS United Kingdom Plc	31	15	46	52
High Technology Finance Ltd	1	0	1	1
ECS International Italia Spa	135	87	222	206
ECS International Deutschland GmbH	30	39	69	72
Technoservice Solutions Ag	19	54	73	80
ECS International Belgium SA/NV	11	11	22	19
ECS Solutis Belgium SA/NV	0	0	0	6
ECS Internacional España SA	36	27	63	49
ECS International Netherlands BV	10	1	11	10
ECS International Polska Spzoo	8	6	14	13
ECS Luxembourg SA	2	0	2	2
Wanlease Italia Spa	0	0	0	11
TOTAL	844	713	1 557	1 560

NOTE 24 : RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée, car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

NOTE 25 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat dilué par action est calculé sur la base d'un nombre total d'actions prenant en compte :

- le nombre d'actions en circulation à la date de clôture ;
- le nombre d'options de souscription d'actions attribuées et en cours de validité à la date de clôture (*voir note 13-A*).

Au 31 décembre 2009, le nombre total d'actions pris en compte est de 14 734 754.

NOTE 26 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Ils s'analysent comme suit en valeur non actualisée (*en milliers d'euros*) :

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Engagements reçus	1 019 564	1 001 135
• Engagements donnés	1 001 792	1 011 390

A. Engagements reçus

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Loyers à recevoir sur la durée irrévocable des contrats de location autoportés et refinancés en crédit-bail adossé	1 018 475	999 315
• Contre-garanties reçues	1 090	1 819
Total	1 019 564	1 001 135

B. Engagements donnés

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
• Loyers de crédit-bail restant à payer ⁽¹⁾	932 733	937 755
• Contre-garanties données à des filiales de la Société Générale	0	29
• Engagements de rachats	57 153	64 961
• Autres engagements donnés	0	0
• Lettres de confort et cautions	11 906	8 645
Total	1 001 792	1 011 390

(1) Dont 716 382 000 euros font l'objet d'un avenant sans recours dispensant ECS du paiement des loyers en cas de défaillance du client.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS AU **31 DÉCEMBRE 2009**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ECS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à des estimations comptables significatives portant notamment sur l'évaluation des écarts d'acquisition, des impôts différés ainsi que des engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Nous avons examiné les hypothèses retenues et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes comptables décrits dans les notes 1.D de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 10 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS



Jean-Marc Mickeler

ERNST & YOUNG AUDIT



Vincent ROTY